

Quelle stratégie appliquée pour corriger le déficit budgétaire en Tunisie ? Le modèle à effet seuil

What strategy applied to correct the budget deficit in Tunisia? The threshold effect model

Kaouther AMIRI, (Maître-Assistante en économie)

*L'Institut Supérieur de Gestion de Tunis
Université de Tunis, Tunisie*

Adresse de correspondance :	L'Institut Supérieur de Gestion de Tunis Université de Tunis 41 Av. de la Liberté, Tunis 2000 Téléphone : 00216 71 588 514 amirikaouther1@yahoo.fr
Déclaration de divulgation :	L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	AMIRI, kaouther. (2022). Quelle stratégie appliquée pour corriger le déficit budgétaire en Tunisie ? Le modèle à effet seuil. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(1-2), 239-250. https://doi.org/10.5281/zenodo.5898914
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: August 30, 2021

Published online: January 31, 2022

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 3, Issue 1-2 (2022)

Quelle stratégie appliquée pour corriger le déficit budgétaire en Tunisie ? Le modèle à effet seuil

Résumé

Les politiques macroéconomiques en Tunisie se caractérisent par un ensemble de déficiences. Elles illustrent leur faiblesse à réaliser un équilibre économique à la suite de la révolution 2011 et le problème sanitaire covid-19. En effet, l'économie annonce des insuffisances financières comparativement à plusieurs pays, comme le Maroc. La politique budgétaire est remise en question pour créer les conditions d'une croissance économique stable et performante.

En effet, la politique budgétaire et monétaire fait surveiller en permanence la demande globale. Cette dernière permet d'augmenter le niveau général des prix et aussi une demande globale faible permet de traduire une récession économique. Il faut bien agir sur la demande globale pour bien atteindre une croissance économique stable.

La politique budgétaire agit entre les dépenses et les ressources de l'État. Et, la politique monétaire contrôle l'offre de monnaie par le choix d'un taux d'intérêt convenable qu'il permet d'encourager les investisseurs d'investir à l'intérieur du pays.

L'objectif de ce travail est de présenter les conditions d'une augmentation remarquable des dépenses publiques en Tunisie. Les objectifs de la politique budgétaire est d'identifier les causes pour bien atteindre l'équilibre et de s'inspirer des travaux théoriques et empiriques pour un changement de l'Etat et avoir les mutations économiques. En effet, des méthodes économétriques récentes en séries temporelles non-linéaires peuvent être mises en œuvre pour expliquer ce phénomène économique : le modèle à effet seuil. Ce dernier est représenté par des dynamiques linéaires différentes selon la situation du pays.

Mots clés : politique budgétaire, régime classique, régime keynésien, politique monétaire, déficit budgétaire, dette du gouvernement, modèle à effet seuil.

Classification JEL : H62, C51.

Type de l'article : Recherche appliquée.

Abstract

Macroeconomic policies in Tunisia are characterized by a set of deficiencies. They illustrate their weakness in achieving an economic balance following the 2011 revolution and the covid-19 health problem. Indeed, the economy announces financial insufficiencies compared to several countries, such as Morocco. Fiscal policy is being called into question to create the conditions for stable and efficient economic growth.

Indeed, fiscal and monetary policy constantly monitors aggregate demand. The latter makes it possible to increase the general level of prices and also a weak aggregate demand makes it possible to reflect an economic recession. We must act on aggregate demand in order to achieve stable economic growth.

Fiscal policy acts between government spending and resources. And, monetary policy controls the supply of money by choosing a suitable interest rate that it encourages investors to invest within the country.

The objective of this work is to present the conditions for a remarkable increase in public spending in Tunisia. The objectives of fiscal policy are to identify the causes in order to achieve a good balance and to draw inspiration from theoretical and empirical work for a change of state and to have economic mutations.

Indeed, recent econometric methods in non-linear time series can be implemented to explain this economic phenomenon: the threshold effect model. The latter is represented by different linear dynamics depending about the country.

Keywords: fiscal policy, classical regime, Keynesian regime, monetary policy, budget deficit, government debt, threshold model.

JEL Classification: H62, C51.

Article type: Empirical research.

1. Introduction

La politique monétaire et la politique budgétaire ont joué un rôle très important sur les fluctuations économiques. En effet, une politique monétaire devient expansionniste lorsque la banque centrale fait baisser le taux d'intérêt, et une politique budgétaire devient expansionniste lorsque l'État dépense de l'argent pour engendrer plus d'emploi.

En réponse à la crise du Covid-19, plusieurs objectifs ont été adoptés pour plusieurs pays pour améliorer l'évolution des indicateurs économiques, en agissant sur ces deux politiques, premièrement, l'objectif de la politique économique est de maîtriser la volatilité des prix et l'augmentation de pouvoir d'achat des ménages pour que l'économie puisse reprendre plus rapidement. Et, grâce au maintien de l'État et des entreprises, nous pouvons prévoir que la croissance pourra à nouveau produire au maximum de ses productions. Deuxièmement, le but de la politique budgétaire est d'améliorer l'activité économique en cas de l'inflation ou de déflation. Dans le cas d'une économie qui se caractérise d'une récession, une politique d'expansion budgétaire peut être employée, comme le cas durant la grande dépression des années 30 ou, plus récemment, des plusieurs pays du monde à cause de COVID-19. Et, pour maîtriser et réduire l'inflation, il faut appliquer une politique budgétaire déflationniste. Ainsi, son rôle est de défendre l'économie par des variations extrêmes des prix qui génèrent de profonds déséquilibres. Ainsi, elle permet d'obtenir une croissance régulière pour éviter le déficit de la balance des paiements et le surchauffe de l'économie. Le gouvernement modifie le niveau d'imposition pour que l'économie connaisse une croissance stable. Mais, plusieurs économistes ne confirment à ce que l'ajustement est pour qu'il n'y ait pas évolution de la demande. Ces fluctuations existent, il faut les bien étudier.

Une politique budgétaire expansionniste se conduit à long terme même à court terme à un accroissement des dépenses publiques et/ou à une diminution des impôts. Ces faits emmènent, par la suite à une augmentation du déficit budgétaire ou, dans certains cas, à une diminution de l'excédent budgétaire. Plusieurs travaux théoriques, Alesina, Feldstein, Perotti, Drazen et autres ont déclaré que les caractéristiques de la finance publique dépend des mesures budgétaires et aussi le rôle des agents économiques à décrire la relation entre la politique budgétaire et la croissance économique suite à deux régimes différents.

Ce travail tente de répondre à la problématique suivante :

Comment décrire un seuil budgétaire à partir de deux régimes différents dans le cas de la Tunisie (Passer d'un régime Keynésien à un autre régime classique ou bien vice-versa) ? C'est-à-dire nous essayerons de démontrer que ce changement budgétaire ne peut être actif et explicatif d'une réalité économique qu'au-delà d'un certain seuil, en se basant sur le modèle effet seuil.

Pour répondre à notre question, nous diviserons notre travail comme suit :

La première section présentera les fondements théoriques de la politique budgétaire, et discute des difficultés associées à l'état du Maroc et de la Tunisie face au déficit budgétaire. Ce dernier peut être financé par la création monétaire.

Dans la deuxième section, nous décrirons la méthodologie et l'analyse des résultats du modèle à effet seuil, nous essayerons d'interpréter les valeurs estimées par les deux régimes : le régime classique et le régime keynésien. La dernière section, nous conclurons nos résultats.

1. Les fondements théoriques de la politique budgétaire

Le rôle fondamental du budget est d'inciter la croissance, d'éviter l'augmentation défavorable de l'inflation et de maintenir un objectif de cohésion sociale. Il permet, aussi, au pays de provenir sur les différentes variables économiques (consommation, investissement, emploi...).

Toutefois, il y a de discussions entre plusieurs économistes pour expliquer comment combler le déficit budgétaire et atteindre un niveau de croissance du PIB :

- La théorie libérale a démontré que pour bien agir sur le bon déroulement des marchés, il faut avoir un budget équilibré. En effet, les libéraux ont insisté sur les effets néfastes de l'aggravation de la dette publique. C'est pour cela, ils ont basé sur une politique budgétaire trop stricte.
- En revanche, la théorie keynésienne montre que le déficit budgétaire est un moyen de stimuler la croissance économique d'un pays. Pour Keynes, les dépenses de l'État n'étaient pas considérées comme un indicateur difficile de persuader sur le niveau d'activité de l'économie. En effet, plusieurs pays développés, depuis les années 1930, ont mené à des politiques de relance budgétaire lors des périodes de récession.

Les économistes libéraux (théoriciens néoclassiques) ont présenté les effets indésirables de la dette publique et les limites de la politique budgétaire à la suite de la crise du choc pétrolier de 1973, et que les politiques budgétaires dans plusieurs pays développés et émergents ont visé en priorité à l'équilibre budgétaire et à la stabilité des prix. Ainsi, des critères de convergence¹ sont établis en 1991-1993 et ils sont basés sur des indicateurs économiques, dont les pays membres de l'Union européenne, candidats à l'entrée dans l'Union économique et monétaire européenne, la zone euro doivent les respecter.

Les dépenses et les recettes publiques sont liées fortement aux mutations économiques, à court terme :

- Les recettes fiscales sont devenues plus importantes que les dépenses : le solde budgétaire devient positif et, en parallèle la croissance économique augmente ;
- Les recettes fiscales diminuent et les impôts et les taxes sont devenus plus importants : une détérioration du solde budgétaire et une diminution de la croissance économique.

Politique budgétaire expansionniste :

La politique budgétaire expansionniste a pour objectif d'examiner l'évolution de la demande globale en agissant à court terme sur une ou plusieurs variables économiques comme la consommation, l'investissement global et les exportations.

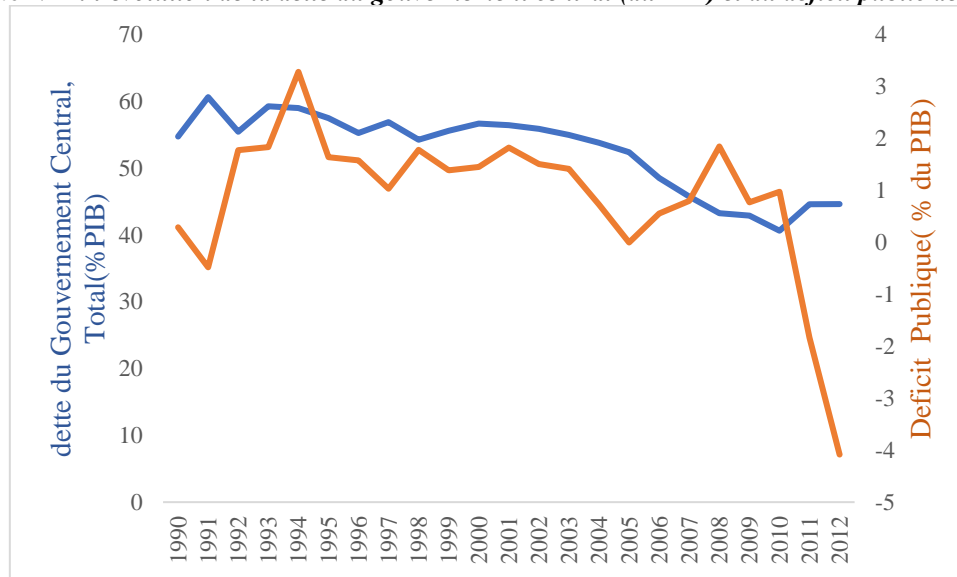
La détermination de la Politique budgétaire : l'État essaye de réduire les dépenses publiques et en même temps de bien encadrer l'endettement public.

2. Relation entre dette souveraine et déficit budgétaire

Depuis la fin de l'année 2019, la plupart des pays MENA ont régulièrement des budgets en déficit. Avec cela, des politiques de réduction des déficits budgétaires sont mises en œuvre.

¹ Ils imposent la maîtrise de l'inflation, de la dette publique et du déficit public, la stabilité du taux de change et la convergence des taux d'intérêt.

Graphique N°1 : l'évolution de la dette du gouvernement central (du PIB) et du déficit public de la Tunisie



Source : graphique fait par l'auteur sous la base de WDI (2020)

La figure au-dessus représente l'évolution de la dette du gouvernement central (du PIB) et du déficit public de la Tunisie, exprimé en pourcentage du PIB. Au cours de la période 1992-2005, la variable dette est caractérisée par une forte augmentation, cela s'explique par un budget presque systématiquement déficitaire. La baisse de la valeur de la dette en 2009 et 2012 est une diminution en valeur relative, c'est le PIB qui a progressé très faiblement durant ces années. Cette situation d'endettement ne se concentre pas seulement en Tunisie. Ce travail est justifié par une étude empirique marocaine similaire au cas de la Tunisie.

3. L'État et l'équilibre budgétaire

Le rôle essentiel d'un État correspond à son choix d'équilibrer son budget, avec un excédent plus élevé qu'un déficit. Ce choix est suivi par l'évolution de la croissance économique d'un pays. Les gouvernements mettent leur budget sur des prévisions de croissance du PIB. En effet, si le déficit budgétaire se restreint d'une année à l'autre, cela peut être expliqué à une baisse des dépenses publiques (G) ou à une hausse des impôts (T), toutes choses égales par ailleurs. Si le pays connaît une forte croissance économique, les revenus des ménages et des entreprises augmentent et ils payeront plus d'impôts.

Pour atteindre l'équilibre budgétaire, il faut accroître le revenu national à condition que les recettes budgétaires augmentent et/ou le déficit budgétaire baisse. L'État aura besoin d'une certaine période pour mettre en place des modifications structurelles de sa politique fiscale. Lorsque l'économie connaît un déséquilibre, le gouvernement peut choisir de changer les niveaux d'imposition et de dépenses publiques. Il s'agit d'une politique discrétionnaire. Cette dernière permet d'agir sur le niveau de la demande globale, et aussi de modifier :

- l'offre globale, par exemple en encourageant certains investisseurs d'investir à l'intérieur du pays ;
- la distribution des revenus.

Lorsqu'un État possède un budget déficitaire, l'endettement s'accroît. S'il augmente plus vite que le PIB, le gouvernement peut emprunter de plus en plus et amener aussi pour payer les intérêts, ce qui va appuyer son déficit.

3.1. Les effets de la politique budgétaire et de la politique monétaire sur la vie économique

La politique monétaire et la politique budgétaire ont des conséquences positives et négatives sur l'activité économique :

- Une politique monétaire peut agir positivement sur l'économie, c'est-à-dire, une augmentation de la masse monétaire engendre une baisse du taux d'intérêt. Ce taux est appliqué aux investisseurs et encourage ainsi une augmentation des crédits à la consommation. L'investissement participe à la croissance économique et par la suite, il stimule la vie économique. La hausse des crédits à la consommation permet d'augmenter la demande et puis la production. Mais, cette augmentation de la masse monétaire en circulation pourrait produire une hausse des prix et par conséquent une hausse de taux d'inflation. En effet, l'objectif de la politique monétaire est d'atteindre la stabilité des prix.
- Et, une politique budgétaire permet d'amortir les chocs économiques. Elle demeure un principal instrument de la politique économique. Aussi, elle agit aux différentes fluctuations des agrégats macroéconomiques pour atteindre les objectifs conjoncturels.

Finalement, le rôle de la politique budgétaire est de maintenir la croissance et l'emploi et le rôle de la politique monétaire est de contrôler les mouvements des capitaux pour empêcher l'augmentation de taux d'inflation et l'aggravation du déficit.

4. Méthodologie

Nous suivons la méthodologie développée par Tong et Lim (1980), c'est une modélisation non linéaire de la politique budgétaire en Tunisie, dans le cadre d'analyser la dynamique de la croissance économique face à des restructurations budgétaires résolues par l'État et à des réorientations des différents indicateurs macroéconomiques. L'admission des effets de seuil dans ce travail nous permet de déterminer les seuils sur la croissance économique et aussi sur la politique budgétaire adoptée.

Notre objectif est de démontrer l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique dans le cadre d'une modélisation non-linéaire, par l'intervention de deux régimes différents :

- Dans un régime caractérisé par des niveaux faibles des variables seuils (régime keynésien), et ;
- Dans un régime défini par des niveaux élevés des variables seuils (régime libéral).

4.1 Présentation du modèle économétrique

Cette section permet de décrire la relation entre la politique budgétaire et la dynamique de la croissance économique par le choix d'une politique monétaire adéquate.

Notre travail se concentre sur deux variables explicatives essentielles, à savoir : la dépense publique totale et la recette publique totale (variables exprimées en pourcentage du PIB). Ces deux variables explicatives vont avoir des effets différents sur la croissance économique et sur la politique monétaire (la stabilité du prix) selon le choix du régime budgétaire (régime keynésien ou bien régime libéral).

4.1.1 méthodologie du travail

Notre travail présente d'autres variables de contrôle : capacité /besoin de financement (% du PIB) (CPB), le revenu (% du PIB) (REV) et dépenses nationales brutes (% du PNB) (DEPNB), pour une période allant de 1990 à 2019 selon la banque mondiale (WDI) .

Grâce aux modèles à seuil, nous pouvons modéliser de façon claire l'existence des relations non-linéaires entre les variables économiques.

Le processus Y_t suit un modèle à seuil défini de la façon suivante :

$$\Delta Y_t = \beta_1 X_{1t} + \beta_2 X_{2t} + \beta_3 X_{3t} + \varepsilon_t$$

$\Delta Y_t, X_{1t}, X_{2t}, X_{3t}$ représentent respectivement la variation du revenu national, les dépenses publiques en % du PIB, les recettes en % du PIB et les autres variables de contrôle explicatives de la croissance économique en Tunisie.

Nous pouvons également présenter notre modèle à seuil de la manière suivante :

$$\Delta Y_t = \beta_1 X_{1t} + \beta_2 X_{2t} + \beta_3 X_{3t} + I(Z_t - d \leq Z) + \beta_1 X_{1t} + \beta_2 X_{2t} + \beta_3 X_{3t} + I(Z_t - d > Z) + \varepsilon_t$$

$I(.)$ est une fonction indicatrice

$$\begin{cases} I(Z_t - d \leq Z) = 1 \text{ si } Z_t - d \leq Z \\ I(Z_t - d > Z) = 0 \text{ sinon} \end{cases}$$

La variable de transition, Z_{t-d} est dirigée par la théorie économique et ε_t est un bruit blanc.

La fonction de transition

Cette fonction permet de détecter à quelle valeur précise le changement de régimes se réalise.

La modélisation à effet seuil

Avant de passer à l'estimation du modèle à seuil, il est obligatoire de tester la présence d'effet de seuil et de préciser la variable seuil.

4.1.2 Analyse des résultats

Test d'effet seuil

Les variables seuils dans ce modèle sont le ratio de la dette privée sur le PIB, le ratio de la dette publique sur le PIB et le ratio de déficit budgétaire net sur le PIB. Ainsi, nous différencions entre deux régimes : un régime appliquant le régime Keynésien lorsque la variable seuil est inférieure ou égale au seuil, et un autre régime critique quand la variable seuil dépasse le seuil. Nous utilisons le test de « la Somme des Carrés des Résidus » (SSR) pour tester l'existence du variable seuil dont la valeur critique explique le niveau de changement de la croissance économique en Tunisie.

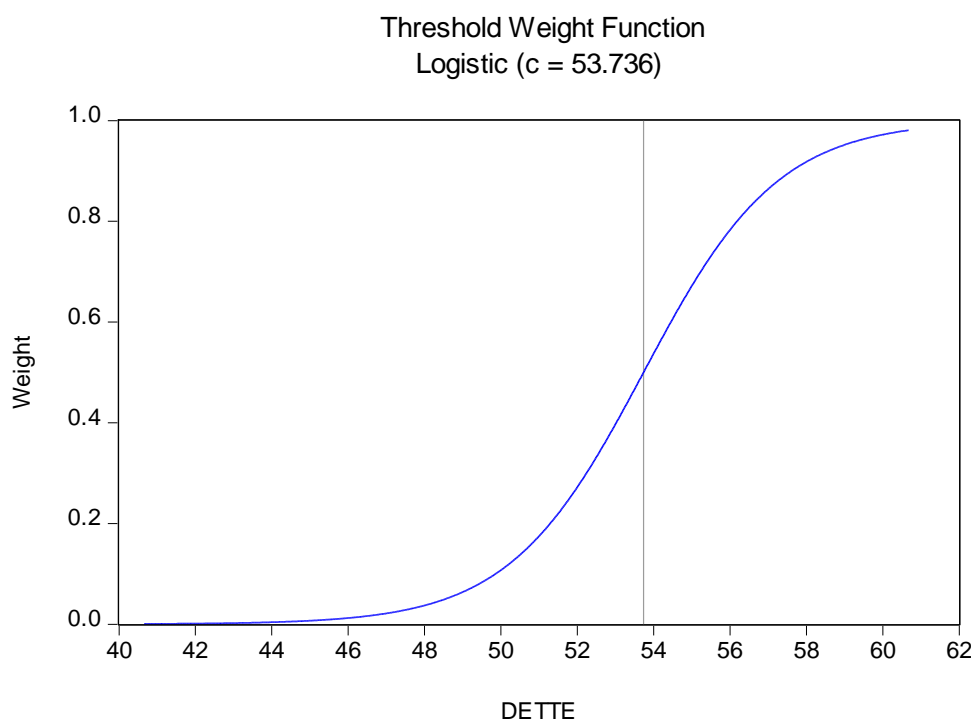
Résultats de test d'effet seuil

Tableau 1 : Résultats de test d'effet seuil

Variable seuil	La Somme des Carrés des Résidus (SSR)	Régimes
Crédit intérieur fourni au secteur privé (% du PIB)	122.163824	2
Déficit budgétaire (% du PIB)	109.790528	2
Dette du gouvernement central, total (% du PIB)	62.554817	2

Source : Auteur

Le modèle maintenu est celui avec la variable seuil est la dette du gouvernement central, total (% du PIB) avec une somme des carrés des résidus de 62.554817.



Source : Auteur

D'après le graphique au-dessous, le modèle à seuil estimé démontre qu'il s'agit d'une schématisation de deux schémas du taux de croissance du PIB selon le niveau de la dette du gouvernement central, Total (% du PIB) (53.376). Nous exposons les deux tableaux et les équations qui résument les résultats de régression :

Tableau 2 : Résultats de régression

Variable	Coefficient	Ecart -type	t-Statistique	Prob.
Threshold Variables (linear part)				
DEPNB	2.961798	0.839162	3.529472	0.0042
REV	-3.849323	1.064742	-3.615264	0.0035
CPB	18.46132	11.75677	1.570272	0.1423
C	-216.3059	65.93367	-3.280659	0.0066
Threshold Variables (non linear part)				
DEPNB	-4.329424	1.161700	-3.726801	0.0029
REV	5.371352	1.431504	3.752243	0.0028
CPB	-22.49060	12.98884	-1.731533	0.1090
C	319.3492	96.89337	3.295882	0.0064

Source : Auteur

Si la dette du gouvernement central, Total (% du PIB) (Dette < 53.376)

$$D(\text{PIB}) = 2.961\text{DEPNB} - 3.849\text{REV} + 18.4613 \text{CPB} - 216.305$$

Si la dette du gouvernement central, Total (% du PIB) (Dette \geq 53.376)

$$D(\text{PIB}) = -4.329\text{DEPNB} + 5.371 \text{REV} - 22.49\text{CPB} + 319.34$$

Pour une dette du gouvernement central, Total (% du PIB) inférieure à 53.376, le taux de croissance du PIB agit positivement sur niveau de dépenses publiques nationales brutes (2.961), et aussi, au capacité et besoin de financement (% du PIB) de 18.461.

En parallèle, Ce taux de croissance du PIB agit négativement aux revenus, hors subventions (% du PIB) (0,0035). Ce régime est dit keynésien : pour relancer la croissance économique, L'État doit intervenir pour agir sur la demande en faisant baisser les pressions fiscales, car ces dernières auront des effets récessifs. En revanche, quand l'économie s'améliore, l'état essaye de diminuer ses dépenses et augmenter ses impôts et ses taxes pour maîtriser l'inflation.

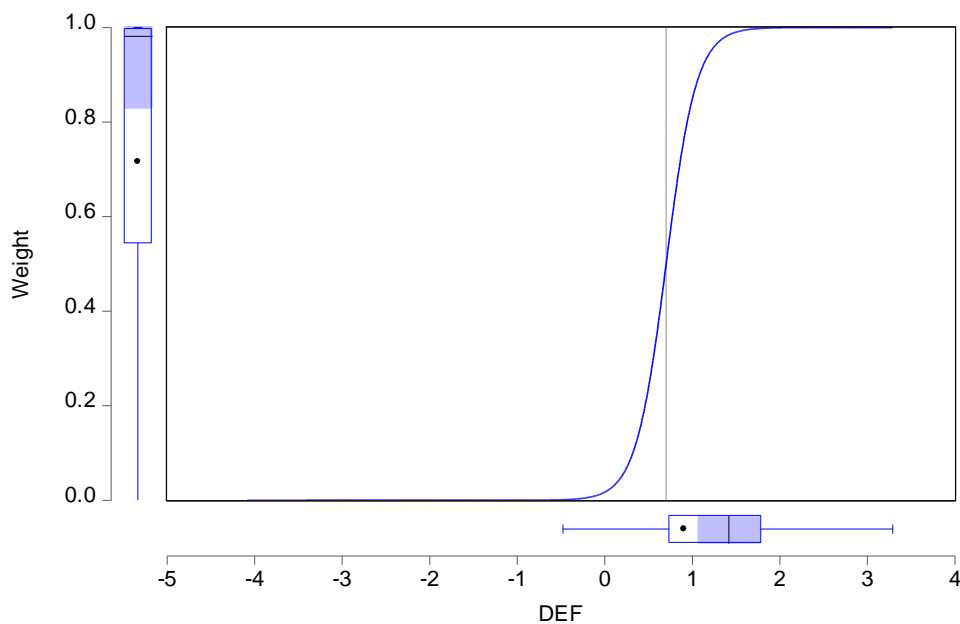
Pour une dette du gouvernement central, Total (% du PIB) supérieure à 53.376 à le taux de croissance est agit négativement aux dépenses et la probabilité est significative au seuil de 10%. Plusieurs économistes ont développé l'analyse classique en démontrant que les ressources de l'État sont essentiellement fiscales, et les recettes sont limitées à la couverture de dépenses.

La pensée économique classique a bien expliqué que l'intervention publique entraine des conséquences défavorables en réduisant le rythme de croissance. Mais, les pensées keynésiennes sont axées sur le rôle central de l'État, celui-ci s'est vu permettre un rôle déterminant sur le niveau de la croissance du PIB.

Les dépenses publiques, réalisées par l'État, ne peuvent que troubler le côté économique et financier des agents économiques en dégradant leur productivité et en réduisant la consommation pour participer à la production.

En effet, ce tableau montre qu'une baisse considérable des dépenses est compatible avec une reprise de la croissance, à condition qu'il y a une augmentation de revenu et une amélioration de la balance de capacité et besoin de financement (% du PIB). Une baisse des dépenses doit être accompagnée d'une amélioration de l'investissement, dont l'effet sur la croissance à court terme est important, une telle stratégie paraît de nature à réussir la reprise économique.

Threshold Weight Function
Logistic (c = 0.701097)



Source : Auteur

Tableau 3 : Résultats de régression

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Threshold Variables (linear part)				
DEPNB	3.171631	1.036089	3.061159	0.0099
REV	-3.794578	1.334326	-2.843817	0.0148
CPB	-4.118753	2.408373	-1.710181	0.1129
C	-217.9080	73.52300	-2.963807	0.0118
Threshold Variables (nonlinear part)				
DEPNB	-3.977767	1.251995	-3.177143	0.0080
REV	3.811374	1.528358	2.493770	0.0282
CPB	5.686693	3.774712	1.506524	0.1578
C	298.9562	102.0972	2.928154	0.0126

Source : Auteur

Lorsque le déficit budgétaire est inférieur ou égal à 0.70, le taux de croissance du PIB est positivement significatif aux dépenses publiques (3.17), et il est négativement relié aux revenus (-3.79), à la capacité et besoin de financement (-4.118). Selon ces valeurs, ce régime est dit keynésien : pour la valeur seuil inférieur à 0.7, l'augmentation de la dépense publique, ou bien la baisse des impôts (revenus de l'Etat), auront des effets de relance économique à court terme. Le blocage du fonctionnement du multiplicateur keynésien peut s'expliquer a priori par les effets récessifs de la contraction budgétaire. Pour un déficit budgétaire supérieur à 0.7, le taux de croissance est agit négativement au niveau de dépenses, la probabilité est significative. Il s'agit d'un régime classique dans lequel la résolution budgétaire est expansive.

D'après les tableaux d'estimations au-dessus, nous remarquons que notre travail a bien vérifié les deux régimes par les valeurs estimées :

B. Dirou, et JP.Testenoire ont résumé que : Le régime keynésien (un déficit budgétaire inférieur à 0.70 et une dette du gouvernement central, Total (% du PIB) inférieur à 53.376)

« Les politiques budgétaires de relance par augmentation des dépenses publiques afin de stimuler la consommation, la croissance et l'emploi. Et, des politiques monétaires de relance par la baisse du taux d'intérêt (toutefois, quand le taux d'intérêt est au plus bas, Keynes pense que les agents préfèrent conserver leurs avoirs sous forme liquide (hypothèse de la préférence pour la liquidité) plutôt que d'acheter des titres (trappe à la liquidité). Dans ce cas particulier, la politique monétaire serait inefficace.

Le régime classique (un déficit budgétaire supérieur ou égal à 0.70 et une dette du gouvernement central, Total (% du PIB) supérieur à 53.376)

- La réduction des dépenses budgétaires. En effet, pour les néo-classiques, le financement des déficits publics par la monnaie est générateur d'inflation et le financement par emprunt ou par émission de titres provoque un effet d'éviction. »

Cette partie empirique nous amène à conclure que :

<i>Tableau 4 : principales conclusions</i>	Régime libéral
Régime Keynésien	
Politique budgétaire : l'État dépense pour relancer la consommation et l'investissement.	Montée de l'inflation.
Politique monétaire : augmenter la masse monétaire pour avoir des taux d'intérêt bas.	Endettement chronique de l'État Déstabilisation de

Source : Auteur

5. Discussion des résultats

Le modèle à effet seuil a expliqué l'existence de régimes budgétaires pour la dette du gouvernement central, Total (% du PIB) inférieur à 53.376 pour un régime keynésien. L'endettement inférieur à un seuil, le régime est keynésien ce qui vérifie que la politique budgétaire aura des effets récessifs sur la croissance économique et la situation financière de l'État. Pour un niveau élevé au seuil, le régime est classique. Plusieurs travaux théoriques et empiriques ont montré que lorsque le taux d'endettement est supérieur à un seuil critique, l'État adopte une politique budgétaire basée sur la baisse des dépenses pour améliorer le compte budgétaire et en parallèle les conditions économiques (Alesina et Ardagna, 1998). Le résultat auquel on a montré la pertinence de cette méthodologie pour décrire le modèle à effet de seuil, pour une dette du gouvernement central (% du Pib).

La relation entre la politique budgétaire et la performance économique n'a pas été bien expliquée par plusieurs économistes de nos jours, car le pays peut avoir des perturbations et des chocs économiques. De même, le choix de régime entre classique et keynésien nécessite une résolution de plusieurs difficultés. Ainsi, selon Leith et Wren Lewis (2000) (LWL) ont déclaré que l'objectif de deux régimes est de maîtriser l'inflation. Des mesures sur la politique budgétaire assistent le contrôle de l'inflation : « lorsque la politique monétaire augmente le taux d'intérêt en réponse à un excès d'inflation, une politique budgétaire auto stabilisatrice est nécessaire, alors qu'une politique budgétaire qui n'assure pas par elle-même la solvabilité de l'État, contraint la politique monétaire à se comporter de façon passive »

6. Conclusion

Depuis 2011, la Tunisie a présenté à une dégradation importante de ses finances publiques. Mais, les projets de loi de finances ont essayé d'élaborer des règles constructives pour avoir un changement à la situation économique. En effet, les dépenses courantes sont orientées vers les dépenses de production pour soutenir la croissance à long terme. Sur la période 1986-2002, cet article a souhaité d'éclairer la relation entre l'effet seuil et la stabilité économique.

Selon une modélisation économétrique non linéaire, modèle à effet seuil, nous pouvons spécifier la politique budgétaire en Tunisie. Dans ce cadre, deux régimes budgétaires contradictoires coexistent (régime keynésien et régime classique). Le seuil de déficit budgétaire est de 0,7. Au-dessus de cette valeur, nous avons conclu que le régime est classique. Cependant, pour tout déficit budgétaire inférieur au seuil de 0,7 la contraction budgétaire montre un effet récessif. Comme, il faut mentionner qu'il y a une indépendance entre la politique budgétaire et la politique monétaire. La situation actuelle de la Tunisie nécessite la cohérence entre la stabilité des prix et la maîtrise de déficit budgétaire.

Les résultats de l'estimation de notre modèle économétrique sont appariés à la réalité. Le rôle de l'État consiste à choisir une politique budgétaire adéquate pour atteindre un certain équilibre et avoir une croissance économique. Ainsi, le choix de régime dépend de tous les indicateurs macroéconomiques. En effet, plusieurs travaux théoriques et empiriques comme Adam et Bevan (2005) ont analysé la relation de la non-linéarité entre la dette et la croissance et l'impact de la politique budgétaire se résume essentiellement par le choix de deux régimes (keynésien et classique).

Finalement, les résultats de ce travail se limitent seulement dans le cadre tunisien, car chaque pays adopte une politique budgétaire selon son contexte économique. Mais, il faut appliquer une bonne gestion publique pour réaliser une croissance remarquable.

Références

- (1) Alison Wride & John Sloman (2011). politique budgétaire et politique monétaire, Pearson Education France .Principes d'économie, 7e édition.
- (2) B. Dirou & JP. Testenoire(2014). Approche néoclassique, approche keynésienne : effet d'éviction est une baisse de l'investissement et de la consommation privée qui est provoquée par une hausse des dépenses publiques.,http://cerdom.overblog.com/pages/Approche_neoclassique_approche_keynesienne-1578739.html
- (3) Jézabel Couppey-Soubeyran & Salim Dehmej (2016), Pour une combinaison politique monétaire / politique macroprudentielle au service de la stabilité économique et financière, Revue d'économie politique ·
- (4) Leith, C. et S. Wren Lewis (2000), Interaction between Monetary and Fiscal Policy, Journal of Economic Literature, 110 : 93-108.
- (5) [Maya Bacache-Beauvallet](#), [Dominique Bureau](#), [Francesco Giavazzi](#) & [Xavier Ragot](#) (2017). Quelle stratégie pour les dépenses publiques ? Dans [Notes du conseil d'analyse économique 2017/7 \(n° 43\)](#).
- (6) Mohamed Ait Ourda & Rachid Amirou (2013) . Vers une nouvelle politique budgétaire "intelligente" au service de la croissance économique et du développement humain au Maroc. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02085837/document>
- (7) Tong, H. et K. S. Lim (1980). Threshold Autoregressions, Limit Cycles, and Data ». Journal of the Royal Statistical Society. B 42 : 245-292.